On prépare actuellement l'administration à rembourser, dès l'adoption du bill, la taxe sur l'essence dont il est question dans le bill, soit l'essence utilisée à des fins commerciales par les camions de livraison, les autobus, les taxis, le matériel utilisé dans la construction, dans les usines, les exploitations minières et forestières, par les agriculteurs, les pêcheurs commerciaux, les chasseurs et les piégeurs qui consomment de l'essence pour les besoins de leurs activités.

Des remboursements sont aussi prévus pour les hôpitaux, les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, ainsi que pour ceux qui peuvent déduire une partie de leurs dépenses de transport aux fins du calcul de leur impôt sur le revenu, c'est-à-dire les médecins, les commis-voyageurs, les vendeurs, les hommes d'affaires qui doivent utiliser leur voiture dans l'exercice de leurs fonctions, ceux qui exercent une profession libérale pour leur propre compte, les manufacturiers, les détaillants, les hôpitaux et les garderies de jour, qui doivent utiliser de l'essence pour leurs véhicules ou leur outillage.

En règle générale, monsieur l'Orateur, en vertu du bill proposé et réimprimé selon l'ordre de Votre Honneur, tous ceux qui utilisent de l'essence à des fins commerciales pour toucher un revenu seront autorisés à réclamer un remboursement, tout comme les fabricants qui sont exempts de la taxe de vente fédérale de 12 p. 100 sur l'essence achetée pour procéder à une autre étape de fabrication. De plus, le remboursement de la taxe sur l'essence ne se limite pas à l'essence achetée pour les automobiles, les camions ou autres véhicules; il s'appliquera également aux motoneiges, tracteurs, tondeuses à gazon et canots-automobiles lorsque l'essence est consommée à des fins commerciales ou permet de toucher un revenu.

Comme la Chambre le sait, le bill C-66 comprenait à l'origine l'article 47(1)f), prévoyant le remboursement pour les groupes nombreux et les organismes non tenus de payer l'impôt sur leurs revenus. Cette liste, prévue dans la loi de l'impôt sur le revenu, comprend des organismes comme le conseil municipal ou un corps public remplissant des fonctions analogues, les commissions scolaires, les sociétés municipales et provinciales, les sociétés philanthropiques, les organismes sans but lucratif, les trusts de bienfaisance, les syndicats ou organisations de travail, les sociétés d'habitation au sens que lui donne la loi nationale sur l'habitation, etc. Sans vouloir du tout commenter la décision de Votre Honneur dans ce cas particulier, j'aimerais que, lorsque le bill passera au comité, la Chambre accepte les propositions que fera le ministre des Finances concernant la réintégration dans le projet de loi d'un groupe de personnes qui utilisent l'essence à des fins non commerciales afin de les exempter de cette taxe.

En outre, pour ce qui est de l'application de la taxe proposée, les employeurs qui versent une indemnité de déplacement à leurs employés pour leurs voyages d'affaires seront autorisés à réclamer un remboursement, soit 10c. le gallon pour l'essence effectivement consommée dans les voyages d'affaires, soit un coefficient d'une fraction de cent le mille. J'ai l'intention de recommander au gouverneur en conseil lors de l'adoption du projet de loi d'accorder un coefficient de $\frac{1}{2}$ c. le mille dans le cas d'un

Taxe d'accise

employeur qui indemnise les déplacements de son employé. Comme la chose est manifeste, l'objet de ce projet de loi est d'exempter tous les consommateurs d'essence autres que ceux qui utilisent l'essence pour leur transport personnel ou d'autres usages personnels.

Dans certains cas aussi, l'essence est consommée dans des véhicules qui servent en partie pour les affaires et en partie pour l'agrément. Dans des situations de ce genre, seule la proportion de l'essence consommée quand le véhicule sert aux affaires ou à produire un revenu donnera lieu au remboursement.

Une voix: Comment calculerez-vous cela?

M. Basford: Je répondrai dans un instant à la question que le député vient de poser. Par exemple, lorsqu'une personne admissible, mettons un médecin ou un vendeur, a parcouru 20,000 milles durant l'année, mais seulement 12,000 milles ou 60 p. 100 pour ses affaires, cette personne aura payé un montant global de \$125 en taxe d'accise sur l'essence s'il a acheté 1,250 gallons d'essence et il aurait droit à un remboursement de \$75.

Le député a demandé comment nous calculerions cela, comment nous appliquerions cette taxe. Ce genre d'évaluation, de jugement ou d'arrangement existe déjà en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu qui permet aux gens de déduire une certaine partie de leurs frais d'automobile aux fins de l'impôt.

● (1600)

J'arriverai dans un instant à la question soulevée par le député de Peace River (M. Baldwin). L'autre jour, il a abordé une question dont je parlerai plus tard. Aucun remboursement ne pourra être fait avant que le bill ne reçoive la sanction royale, si toutefois il la reçoit, mais j'insiste sur le fait que des dispositions seront prises afin que les sommes importantes soient remboursées tous les mois et dans un délai de deux à trois semaines à compter de la réception de la demande.

M. Baldwin: C'est une mauvaise chose.

M. Basford: Le député de Peace River dit que c'est une mauvaise chose. J'y reviendrai à la fin de mon discours pour lui montrer qu'il a tort. Les députés d'en face, qui ont fait toutes sortes de commentaires à propos de l'administration, seront sans doute intéressés d'apprendre ce que l'on propose à ce point de vue. Je le répète, les sommes importantes seront remboursées tous les mois et cela, dans un délai de deux à trois semaines à compter de la réception de la demande. Les sommes moins importantes seront remboursées deux fois par an dans un délai de six semaines à compter de la réception de la demande au Centre des données fiscales.

Une voix: Quels devront en être les montants?

M. Basford: Mon ministère acceptera de rembourser les montants de \$200 ou plus une fois par mois. Un montant de \$200 représente 32,000 milles de route dans une voiture faisant 16 milles au gallon. Les sommes inférieures à \$200 seront remboursées deux fois par an, pour les périodes du 2 janvier au 30 juin et du 1^{er} juillet au 31 décembre. Les sommes inférieures seront remboursées à compter du 31 décembre 1975.